Clément MARINOS
Maître de Conférences en économie
Laboratoire LEGO, Université de Bretagne Sud
clement.marinos@univ-ubs.fr

Guy BAUDELLE
Professeur d'aménagement de l'espace-Urbanisme
Chaire européenne Jean Monnet
Laboratoire ESO-Rennes (UMLR CNRS 6590) &
GIS Europe, Rennes, Université Rennes 2
guy.baudelle@univ-rennes2.fr

Les réseaux économiques collaboratifs, opportunité de développement des villes petites et moyennes. Une analyse en Bretagne

Contexte

Les *réseaux économiques collaboratifs* sont de plus en plus mobilisés par les entrepreneurs pour nouer des relations d'affaires et de confiance. Ces réseaux se développent dans tous les territoires, y compris hors métropole. Ils prennent la forme classique de *clubs d'entreprises* et celle, plus nouvelle, *d'espaces collaboratifs de travail* (*i.e.* coworking). Nombreuses sont désormais les villes moyennes et petites disposant d'un réseau d'entrepreneurs tandis que le nombre d'espaces de coworking, estimé à 600 en France[1], a été multiplié par cinq entre 2012 et 2017. En tant que parties prenantes de l'écosystème local, ces deux types de structures participent au développement économique de leur territoire, notamment à travers les mises en relation d'acteurs privés et la circulation d'informations qu'ils génèrent.

Problématique

La communication abordera *deux questions* liées l'une à l'autre. La première interrogation porte sur la façon dont clubs d'entreprises et espaces collaboratifs de travail sont susceptibles de contribuer, chacun à leur manière, aux *dynamiques économiques locales dans les villes petites et moyennes*. Cette question renvoie aux modalités d'organisation de ces structures de mise en réseau. Existe-il un modèle de bonne gouvernance pour les uns et les autres (Ehlinger et al., 2015) ?

Le second questionnement porte en conséquence sur le *soutien des décideurs publics locaux* en direction de ces structures économiques. L'austérité budgétaire conduit les collectivités territoriales (Gilles, 2012) à concevoir des leviers de développement innovants (Lévesques et al., 2005), moins coûteux et plus efficaces que les habituels programmes d'infrastructures ou les aides au tissu économique. Des incitations à la collaboration existent au niveau régional et national, notamment à travers les pôles de compétitivité, tandis que les politiques aux échelles infrarégionales restent embryonnaires, hésitantes et moins connues. Derrière les partenariats et les contractualisations qui émergent, on perçoit bien l'enjeu pour les territoires d'intégrer dans leur stratégie de développement les externalités positives liées à la collaboration entre acteurs à l'échelle (micro)locale.

Ces deux questions renvoient donc aux liens entre acteurs publics (collectivités et agences de développement) et privés (clubs et espaces de travail collaboratif). La communication s'interrogera donc sur le rôle que pourrait (devrait ?) jouer l'action publique en faveur de ces services rendus aux dirigeants d'entreprises, aux entrepreneurs et aux travailleurs indépendants à partir de l'étude d'une trentaine de réseaux d'entrepreneurs et d'espaces collaboratifs localisés en Bretagne.

Cadre théorique

Le cadre d'analyse mobilise plusieurs champs complémentaires. Il fait principalement appel à la sociologie des réseaux appliquée à la sphère économique qui montre que l'encastrement des entrepreneurs dans des réseaux sociaux est nécessaire à leur succès (Granovetter, 2006 ; Krauss, 2009 ; Baudelle et al., 2017). La communication s'inscrit également dans une perspective proximiste (Torre, 2009 ; Bouba-Olga et Grossetti, 2008) appliquée en particulier à un contexte d'espaces à faible centralité. En effet, les réseaux dont il sera question opèrent des rapprochements entre entreprises et génèrent en ce sens de la proximité organisationnelle (Angeon, 2008).

Enfin, l'économie de l'innovation sera mobilisée pour montrer que, d'un point de vue territorial, il s'agit de lieux à la croisée du *global pipeline* et du *local buzz* (Bathelt, 2011). A ce titre, ils assument un rôle d'interface entre écosystème local et économie globale en permettant à leurs membres d'acquérir des ressources au-delà de leurs sphères sociales et géographiques initiales. Cette approche micro-globale permet donc de montrer que ces réseaux constituent une opportunité pour des villes petites et moyennes considérées comme socialement et économiquement moins connectées que les métropoles.

[1] https://www.bureauxapartager.com/blog/lindice-du-coworking-by-bap/

Méthode

Les résultats de cette recherche sont essentiellement issus de deux enquêtes qualitatives par entretiens semi-directifs menées en Bretagne, région périphérique à l'échelle européenne, auprès de membres et d'animateurs d'espaces de travail collaboratif d'une part et d'adhérents à des clubs d'entreprises d'autre part. Ce sont près de quarante entretiens qui ont été réalisés dans des villes petites et moyennes situées à distance des deux métropoles régionales. Le corpus a été exploité en mobilisant la méthode des *regroupements thématiques* qui a permis de mettre en avant les principales concordances discursives.

Résultats

L'évaluation de l'impact des réseaux de relations entre entreprises reste délicate, comme le montrent les tentatives d'appréciation des effets de pôles de compétitivité pourtant anciens (Grandclément, 2012 ; Chalaye et al., 2008). La contribution des espaces collaboratifs et des clubs au développement économique des villes petites et moyennes bretonnes a été appréhendée par le recueil de témoignages d'utilisateurs membres. Cette méthode présente des limites mais elle s'avère néanmoins utile pour comprendre la façon dont ces structures de mise en réseau permettent de développer des projets économiques favorables aux centralités non métropolitaines et les rapports qu'entretiennent aussi bien les clubs d'entrepreneurs que les espaces de travail collaboratifs avec leur territoire.

On montrera notamment que les réseaux économiques collaboratifs contribuent au développement local par l'accroissement du capital social de leurs membres. Les interactions sociales issues de ces nœuds de rencontres permettent en effet l'accès à des ressources pour les individus insérés dans ces réseaux (dirigeants de TPE-PME, travailleurs indépendants) et d'échapper à une forme d'isolement préjudiciable (Torres, 2017).

Le matériau recueilli permettra également de cerner les attentes des acteurs privés vis-à-vis des pouvoirs publics et donc d'identifier un certain nombre de préconisations à l'attention des décideurs. L'interfaçage entre collectivités et réseaux collaboratifs s'avère en effet être un aspect central de leur réussite, même si leur intégration au projet local reste difficile à mettre en œuvre. La contractualisation peut s'avérer complexe avec des entités par nature en constante évolution.

Bibliographie

Angeon, V. (2008). L'explicitation du rôle des relations sociales dans les mécanismes de développement territorial. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (2), 237-250.

Bathelt, H., & Turi, P. (2011). Local, global and virtual buzz: the importance of face-to-face contact in economic interaction and possibilities to go beyond. *Geoforum*, *42*(5), 520-529.

Baudelle, G., Krauss, G., & Marinos, C. (2017). How Networking and Social Embeddedness Make Entrepreneurs Successful in Medium-Sized Cities of Peripheral Areas: A Location Case-Study in Brittany (France). In *57th ERSA Congress*.

Bouba-Olga, O., & Grossetti, M. (2008). Socio-économie de proximité. *Revue d'économie régionale & urbaine*, (3), 311-328.

Chalaye, S., & Largeron, C. (2008). La veille scientifique territoriale : mesurer les coopérations entre acteurs et territoires. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (3), 447-466.

Ehlinger S., Perret V. et Chabaud D. (2015). Quelle gouvernance pour les réseaux territorialisés d'organisations ?, *Revue française de gestion*, 253(8), 69-386.

Gilles W. (2012). Les financements alternatifs des collectivités territoriales. *Revue française d'administration publique*, 144(4), 929-941.

Grandclement, A. (2012). *Géographie des pôles de compétitivité : réseaux et territoires de l'innovation* (Doctoral dissertation, Aix-Marseille).

Granovetter M. (2006). L'influence de la structure sociale sur les activités économiques. *Sociologies pratiques*, 2(13), 9-36.

Lévesque B., Lajeunesse-Crevier F. (2005). *Innovations et transformations sociales dans le développement économique et le développement social : approches théoriques et politiques publiques*. CRISES.

Krauss G. (2009). Les jeunes entreprises pionnières face à l'incertitude : la construction sociale de l'échec. *Revue Française de Socio-économie*, 1, 169-186.

Torre, A. (2009). Retour sur la notion de proximité géographique. *Géographie, économie, société*, 11(1), 63-75.

Torrès, O. (2017). *La Santé du dirigeant : de la souffrance patronale à l'entrepreneuriat salutaire*. De Boeck Superieur.